

Révision des Estimations annuelles d'emploi jusqu'en 2024 et enrichissement par rapport aux millésimes précédents

Ce document présente les principaux résultats des Estimations annuelles d'emploi (EAE) 2024 définitives. Il décrit aussi l'impact des évolutions intégrées lors de la production de ce millésime, en particulier les extensions de champ (Mayotte et Tesa dans l'agriculture), et le rebasement de niveau effectué. La diffusion de ce millésime s'enrichit d'un tableau permettant d'identifier le nombre de non-salariés à titre principal, en distinguant les micro-entrepreneurs et les non-salariés classiques ou agricoles depuis 2012.

Au total, le niveau d'emploi en France est de 30 743 000 en 2024 et de 30 588 000 en 2023.

Le niveau de l'emploi en 2023 est révisé à la hausse par rapport à la publication des EAE définitives 2023 : +242 000 personnes en emploi en fin d'année. Cela tient à trois raisons :

- les estimations d'emploi intègrent dorénavant l'emploi à Mayotte : 56 000 emplois en 2023 (57 000 en 2024) ;
- les estimations d'emploi intègrent aussi une partie des salariés sous titre emploi simplifié agricole qui n'étaient pas dans le champ jusque-là, les « Tesa simplifiés » (46 000 emplois en 2023 comme en 2024) ;
- un rebasement a été effectué. Cette opération est menée régulièrement (la dernière opération a eu lieu lors de la diffusion des EAE définitives 2019) et permet d'estimer des niveaux d'emploi agrégé qui correspondent aux données détaillées. Le rebasement conduit à rehausser le niveau d'emploi, hors extensions de champ citées ci-dessus, de 140 000 en 2023 (+138 000 par rapport aux EAE 2024 provisoires). Cette hausse porte intégralement sur le champ de l'emploi non salarié, dont la dynamique entre 2020 et 2022 a également été revue à la hausse (amélioration méthodologique).

Les séries longues ont été rétopolées pour tenir compte de ces évolutions, et sont donc cohérentes en termes de méthodologie et de champ.

Les prochaines estimations trimestrielles d'emploi (ETE), à la fin novembre 2026 (données du T3 2026), seront calées sur le niveau d'emploi 2024 définitif (hors Mayotte). L'intégration des données de Mayotte aux ETE se fera dans le courant de l'année 2027.

Ces estimations définitives pour l'année 2024 révisent donc l'estimation provisoire datant de décembre 2025. Au niveau national, par rapport à l'estimation annuelle provisoire, l'évolution de l'emploi en 2024 est légèrement révisée à la hausse, tant pour l'emploi salarié que pour l'emploi non salarié : publiée initialement à +0,4 %, elle s'établit dans l'estimation définitive à +0,5 % (soit +0,2 point hors arrondis). Cette révision s'explique intégralement par l'intégration des données définitives de la BTS et de la BNS. Par construction, le rebasement n'a pas d'impact sur l'évolution de l'emploi entre 2023 et 2024. Les extensions du champ à Mayotte et aux Tesa simplifiés dans l'agriculture n'ont pas d'impact non plus, car dans les deux cas la croissance de l'emploi entre ces deux années est similaire à celle du champ historique.

Table des matières

1. Révision de l'évolution annuelle 2023/2024 par rapport aux Estimations provisoires, à champ et méthodologie constants.....	2
2. Rebasement des EAE en base 2023.....	4
3. Extensions de champ.....	7
4. Niveaux finaux des Estimations annuelles d'emploi en 2024 et des évolutions entre 2023 et 2024	8
5. Séries longues.....	9

1. Révision de l'évolution annuelle 2023/2024 par rapport aux Estimations provisoires, à champ et méthodologie constants

En octobre 2026, l'Insee diffuse les niveaux d'emploi définitifs pour l'année 2024, mesurés la dernière semaine de l'année. Ces données dites « définitives » révisent une [estimation « provisoire »](#) datant de décembre 2025. Cette estimation définitive s'appuie sur les sources administratives exhaustives sur les salariés d'une part ([bases Tous salariés](#)) et les non-salariés d'autre part ([bases Non-salariés](#)). Alors que dans les Estimations annuelles d'emploi « provisoires », l'estimation de la multi-activité entre salariés repose sur une hypothèse de stabilité du taux de multi-activité par secteur d'activité sur un an, les Estimations annuelles d'emploi (EAE) définitives tiennent compte de la multiactivité mesurée au niveau individuel, à la fois parmi les seuls salariés d'une part, et entre salariés et non-salariés d'autre part.

Révisions dues à la prise en compte de données consolidées

Avec ces données définitives, **à méthodologie et champ constant (en particulier hors Mayotte et hors intégration des Tesa simplifiés dans l'agriculture, voir ci-après)**, la progression de l'emploi entre fin 2023 et fin 2024 en France est légèrement plus dynamique que dans les données provisoires : +0,5 % contre +0,4 %, soit une révision de +0,2 point hors arrondis et 47 500 créations nettes d'emplois en plus (*figure 1*). L'évolution de l'emploi salarié en 2024 est très proche de celle de l'estimation provisoire : +0,2 % sur un an, soit une révision de +0,1 point hors arrondi et 38 400 créations nettes d'emploi en plus (*figure 2*). La dynamique de l'emploi non salarié est plus nettement révisée à la hausse (*figure 3*) : +3,2 %, contre +2,9 % dans l'estimation provisoire (soit +0,3 point et 9 000 créations d'emplois en plus). Cette révision reste toutefois modérée et du même ordre de grandeur que celle observée sur le millésime 2023.

Figure 1 – Révision de l'évolution de l'emploi total en fin d'année (salarié et non salarié) en France en 2024, à méthodologie et champ constants

secteur	Évolution de l'emploi total entre 2023 et 2024				Révisions	
	Données définitives (octobre 2026)		Données provisoires (décembre 2025)			
	En milliers	En %	En milliers	En %	En milliers	En %
Agriculture (AZ)	-2,6	-0,4	-4,4	-0,7	1,8	0,3
Industrie (BE)	16,6	0,5	15,3	0,4	1,3	0,0
Construction (FZ)	-21,4	-1,1	-22,7	-1,2	1,3	0,1
Tertiaire marchand (GU)	88,8	0,6	50,7	0,3	38,1	0,3
Tertiaire non marchand (OQ)	74,7	0,8	69,7	0,8	5,0	0,1
Ensemble	156,1	0,5	108,6	0,4	47,5	0,2

Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés), personnes de 15 ans et plus
Source : Insee, Estimations d'emploi

Avec cette estimation définitive, l'évolution de l'emploi entre fin 2023 et fin 2024 en France est surtout revue à la hausse dans le tertiaire marchand (+0,3 point), passant de +0,3 % dans les estimations provisoires à +0,6 % dans les estimations définitives. Cette révision est concentrée dans le tertiaire non marchand privé, et notamment dans l'action sociale. Dans ce secteur, l'estimation provisoire de 2024, basée sur l'évolution observée dans les Estimations trimestrielles d'emploi (ETE), était en effet légèrement sous-estimée, à la suite d'une prise en compte imparfaite de la mesure de l'emploi « au dernier vendredi du mois » sur l'ensemble de la série des ETE. La révision est de même ampleur dans l'agriculture (+0,3 point). La révision est très faible dans les autres secteurs.

S'agissant de l'emploi salarié, la baisse de l'emploi dans le tertiaire marchand est révisée et conduisant à une quasi-stabilité : +0,1 % contre -0,2 % dans les données provisoires. L'évolution de l'emploi salarié est par ailleurs quasiment inchangée dans les autres secteurs.

Figure 2 – Révision de l'évolution de l'emploi salarié en fin d'année en France en 2024, à méthodologie et champ constants

secteur	Évolution de l'emploi salarié entre 2023 et 2024						Révisions	
	Données définitives (octobre 2026)			Données provisoires (décembre 2025)			En milliers	En %
	En milliers	En %		En milliers	En %			
Agriculture (AZ)	3,8	1,4		3,6	1,3		0,1	0,0
Industrie (BE)	11,8	0,4		11,1	0,3		0,6	0,0
Construction (FZ)	-26,9	-1,7		-26,8	-1,7		-0,1	0,0
Tertiaire marchand (GU)	8,3	0,1		-25,8	-0,2		34,1	0,3
Tertiaire non marchand (OQ)	53,3	0,6		49,7	0,6		3,6	0,0
Ensemble	50,2	0,2		11,8	0,0		38,4	0,1

Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés), personnes de 15 ans et plus
Source : Insee, Estimations d'emploi

L'évolution de l'emploi non salarié entre fin 2023 et fin 2024 est légèrement rehaussée dans tous les secteurs d'activité, en particulier dans l'agriculture (-1,9 % contre -2,4 % dans l'estimation provisoire). La révision dans le tertiaire marchand (+4,4 % contre +4,2 %) contribue pour près de la moitié de la révision d'ensemble.

Au final, comme prévu dans la version provisoire des Estimations d’emploi de 2024, l’emploi non salarié reste très dynamique en 2024, alors que l’emploi salarié continue de ralentir.

Figure 3 – Révision de l’évolution de l’emploi non salarié en fin d’année France en 2024, à méthodologie et champ constants

secteur	Évolution de l’emploi non salarié entre 2023 et 2024				Révisions	
	Données définitives (octobre 2026)		Données provisoires (décembre 2025)		En milliers	En %
	En milliers	En %	En milliers	En %		
Agriculture (AZ)	-6,4	-1,9	-8,0	-2,4	1,6	0,5
Industrie (BE)	4,9	2,8	4,2	2,4	0,7	0,4
Construction (FZ)	5,5	1,4	4,1	1,0	1,4	0,3
Tertiaire marchand (GU)	80,5	4,4	76,5	4,2	4,0	0,2
Tertiaire non marchand (OQ)	21,4	3,5	20,1	3,3	1,3	0,2
Ensemble	105,8	3,2	96,8	2,9	9,0	0,3

Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés), personnes de 15 ans et plus

Source : Insee, Estimations d’emploi

Évolution de l’emploi 2023-2024 dans les EAE définitives publiées en 2026

Les chiffres des EAE 2024 définitifs qui seront diffusés diffèrent légèrement de ceux calculés à **méthodologie et champ constant**. En effet, la publication des données définitives s’accompagne d’**améliorations méthodologiques** décrites ci-après (rebasement et extension du champ couvert par les EAE). Ces évolutions ont un très léger impact sur les évolutions et niveaux d’emploi diffusés. L’effet de ces évolutions sur la progression de l’emploi entre fin 2023 et fin 2024 est très faible : passant de +156 100 personnes à +154 700 en tenant compte du rebasement et des extensions de champ. L’évolution en pourcentage après arrondie est inchangée (+0,5 %).

2. Rebasement des EAE en base 2023

Jusqu'à la diffusion des EAE 2023, les niveaux d'emploi diffusés étaient en base 2019, c'est-à-dire que ces niveaux reflétaient la méthodologie de production des sources en entrée en 2019¹. Concrètement, les niveaux d'emploi de 2020 à 2023 ont été estimés en partant des niveaux d'emploi de 2019, sur lesquels les évolutions annuelles d'emploi – estimées sur les années ultérieures – ont été chaînées.

La production des EAE 2024 est l'occasion d'un rebasement, qui permet de diffuser des niveaux d'emploi en base 2023, c'est-à-dire en se basant directement sur les niveaux d'emploi observés en 2023. Ces nouveaux niveaux d'emploi intègrent des évolutions méthodologiques intervenues depuis 2019 dans les données sources (base tous salariés et base non-salariés) ainsi que dans la méthodologie de production des EAE (amélioration du processus de production).

Par exemple, sur la période 2019 à 2023, les employeurs publics sont passés d'un mode de déclaration des emplois via les bordereaux récapitulatifs de cotisation à la déclaration sociale nominative, ce qui peut avoir un effet sur la catégorisation des emplois salariés.

Le rebasement 2024 a un effet quasi-nul sur l'évolution de l'emploi 2023-2024 : +45 400 emplois en tenant compte du rebasement (+0,2 %, figure 4) contre +47 500 emplois sans tenir compte du rebasement (+0,2 %).

Figure 4 – Révision de l'évolution de l'emploi total en fin d'année (salarié et non salarié) en France en 2024, en tenant compte du rebasement, à champ constant

secteur	Évolution de l'emploi total entre 2023 et 2024						Révisions	
	Données définitives y.c. rebasement, à champ constant avec les données provisoires		Données définitives hors rebasement, à champ constant avec les données provisoires		Données provisoires (décembre 2025)			
	En milliers	En %	En milliers	En %	En milliers	En %	En milliers	En %
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(a-e)	(b-f)
Agriculture (AZ)	-2,7	-0,4	-2,6	-0,4	-4,4	-0,7	1,7	0,3
Industrie (BE)	16,4	0,5	16,6	0,5	15,3	0,4	1,1	0,0
Construction (FZ)	-21,4	-1,1	-21,4	-1,1	-22,7	-1,1	1,3	0,1
Tertiaire marchand (GU)	85,9	0,6	88,8	0,6	50,7	0,3	35,2	0,2
Tertiaire non marchand (OQ)	75,8	0,8	74,7	0,8	69,7	0,8	6,1	0,1
Ensemble	154,0	0,5	156,1	0,5	108,6	0,4	45,4	0,2

Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés), personnes de 15 ans et plus

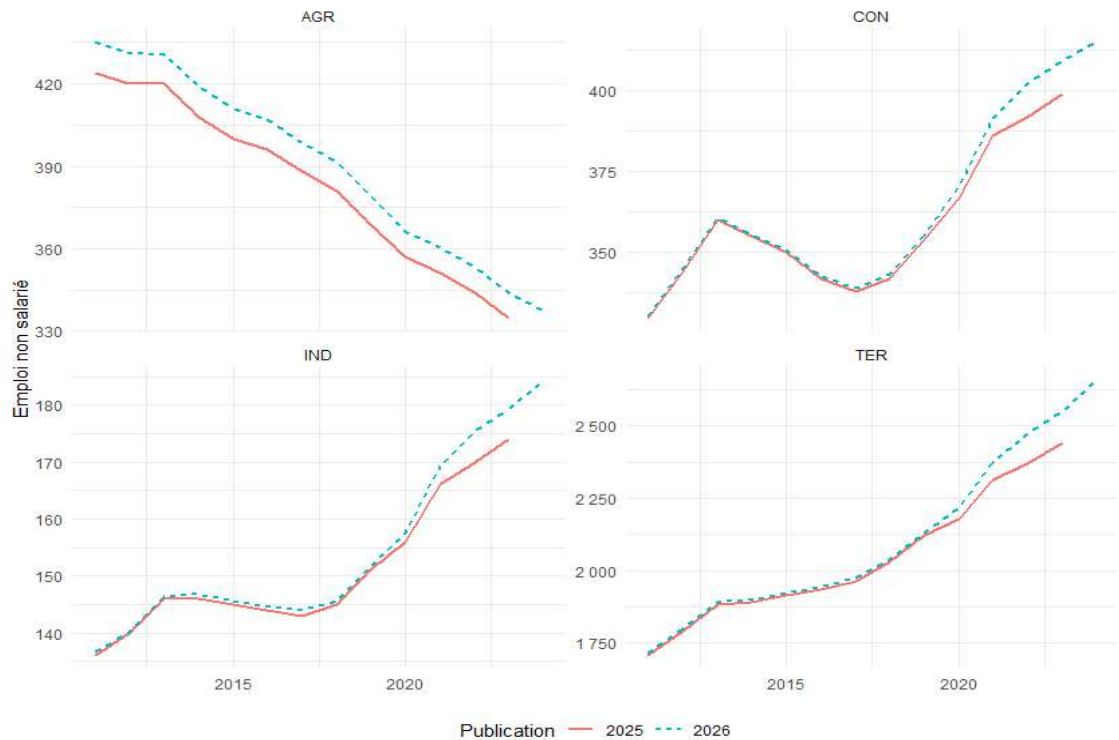
Source : Insee, Estimations d'emploi

En revanche, le rebasement a un effet sur le niveau global de l'emploi 2024, le faisant passer de 30 502 000 avant rebasement à 30 641 000, soit $\pm 0,46$ %.

Cette hausse est intégralement due au rebasement des données non-salariés, où l'effectif est réhaussé de 137 000 emplois (+4,0 %). Cette révision permet en particulier de mieux retranscrire la forte dynamique de l'emploi non salarié entre les années 2019 et 2022. En effet, le rebasement est aussi l'occasion d'améliorer les séries historiques. Or, la croissance de l'emploi non salarié sur cette période était légèrement sous-évaluée. Une réexploitation des données individuelles (appariement entre les données salariés et non-salariés) a permis de réévaluer à la hausse le nombre de non-salariés principalement non-salariés (figure 5). De plus, les séries d'emploi non salarié par sexe ont été révisées pour tenir compte de la hausse de la part de femmes parmi les non-salariés, qui était sous-estimée sur la période couverte.

1 La méthodologie du rebasement 2019 est explicitée dans cette note : https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/4981513/Revisions_emploi_2019.pdf

Figure 5 : Comparaison des séries longues d'EAE définitives d'emploi non salarié publiées en 2025 (avant le rebasement) et 2026 (avec rebasement), par secteur d'activité, à champ constant



Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés), personnes de 15 ans et plus en emploi non salarié.
Source : Insee, Estimations d'emploi.

La révision à la hausse du nombre de non-salariés touche tous les départements et est la plus forte, en taux de croissance, dans le département de Paris (+11 000 emplois, +5,6 %). Elle touche particulièrement le secteur tertiaire non marchand (+42 000 emplois, +6,6 %, *figure 6*) et dans une moindre mesure le secteur tertiaire marchand (+71 000 emplois, +3,7 %).

Figure 6 – Impact du rebasement sur les effectifs non salariés définitifs, par secteur d'activité

Secteur	Effectifs 2024 sans rebasement (en milliers)	Effectifs 2024 avec rebasement (en milliers)	Écart en niveau (en milliers)	Écart en pourcent
AZ	329	337	9	2,7
BE	179	184	6	3,2
FZ	404	415	10	2,6
GU	1912	1983	71	3,7
OQ	630	672	42	6,6
Total	3454	3592	137	4,0

Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés), personnes de 15 ans et plus en emploi non salarié.
Source : Insee, Estimations d'emploi.

De son côté, le niveau d'emploi salarié n'est quasiment pas révisé par le rebasement effectué. Sa répartition par secteur ou localisation géographique est en revanche plus affectée pour certains domaines. En effet, le rebasement est l'occasion d'intégrer des améliorations de la localisation de l'emploi ainsi que les évolutions déclaratives des entreprises. Ainsi, les effets principaux des changements de localisation, sectorielle comme géographique, des emplois salariés pris en compte lors de ce rebasement sont : une hausse du niveau d'emploi dans le secteur OZ (+2,4 %, *figure 7*), une baisse du niveau de l'emploi dans le secteur PZ (−3,4 %). La répartition géographique de l'emploi est faiblement modifiée au niveau départemental. Elle l'est un peu plus dans le secteur des transports où de l'emploi aérien était localisé en 2019 sur les aéroports parisiens et est plus fréquemment déclaré dans des aéroports régionaux en 2023. Au niveau de granularité géographique le plus fin (zone d'emploi), la meilleure localisation de l'emploi a parfois un effet plus marqué, sans que les tendances d'évolutions d'emploi déjà publiées en 2019 soient remises en cause.

Figure 7 – Impact du rebasement sur les effectifs salariés définitifs, par secteur d'activité

Secteur	Effectifs 2024 sans rebasement (en milliers)	Effectifs 2024 avec rebasement (en milliers)	Écart en niveau (en milliers)	Écart en pourcent
AZ	278	283	4,1	1,5
BZ	20	20	-0,3	-1,6
CA	646	648	2,1	0,3
CB	110	109	-0,8	-0,7
CC	161	162	1,6	1
CD	9	8	-0,4	-4,1
CE	155	155	0,4	0,3
CF	84	84	-0,7	-0,9
CG	242	237	-5	-2,1
CH	356	361	4,5	1,3
CI	135	132	-3,2	-2,4
CJ	110	109	-0,6	-0,6
CK	174	173	-0,7	-0,4
CL	364	355	-8,7	-2,4
CM	303	295	-7,7	-2,5
DZ	184	184	-0,4	-0,2
EZ	214	213	-0,5	-0,3
FZ	1541	1544	2,8	0,2
GZ	3393	3371	-22,9	-0,7
HZ	1466	1462	-3,7	-0,3
IZ	1244	1240	-3,1	-0,2
JA	234	237	3,5	1,5
JB	104	109	4,6	4,4
JC	580	586	6	1
KZ	921	915	-5,8	-0,6
LZ	258	262	3,4	1,3
MA	1281	1278	-2,9	-0,2
MB	200	188	-12	-6
MC	207	205	-2,1	-1
NZ	2141	2143	2,2	0,1
OZ	2950	3020	69,9	2,4
PZ	1960	1894	-66,4	-3,4
QA	1675	1690	15,3	0,9
QB	2033	2048	14,8	0,7
RZ	347	363	15,7	4,5
SZ	530	524	-6,9	-1,3
TZ	416	421	4,8	1,2
UZ	20	20	0	0
Total	27048	27049	1	0

Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés),
personnes de 15 ans et plus en emploi salarié.

Source : Insee, Estimations d'emploi.

3. Extensions de champ

La diffusion des EAE 2024 s'accompagne d'une double extension du champ couvert. Cette extension de champ a été rétropolée sur toutes les séries longues des EAE, qui sont ainsi diffusées « à (nouveau) champ constant ».

a) Intégration de Mayotte

La production des EAE 2024 permet, pour la première fois, de produire des données d'emploi (salarié et non salarié) sur le territoire de Mayotte. Ainsi, 57 milliers d'emplois de personnes travaillant à Mayotte en 2024 sont intégrés à la diffusion des EAE 2024.

Les niveaux d'emploi à Mayotte en 2023 et 2024 sont estimés comme ci-dessous :

- salariés hors salariés des particuliers employeurs : effectifs présents en DSN ;
- salariés des particuliers employeurs : estimation à partir des données de l'Urssaf (nombre de comptes employeurs actifs) et des données de l'enquête Emploi en continu (EEC) de l'Insee ;
- non-salariés : estimation à partir des données de la Base non-salariés et des données de l'EEC.

De plus, cette série d'emploi a été rétropolée, ce qui permet de diffuser une série historique d'emploi sur le champ France (c'est-à-dire y compris Mayotte) depuis 1989. La rétropolation, réalisée à partir de données annexes (enquêtes Emploi annuelles à Mayotte, séries de population) doit toutefois être considérée avec prudence. Avant 2023, les données sur l'emploi à Mayotte sont donc diffusées par l'Insee sans détail sectoriel. Le champ « France » au niveau sectoriel comprend toutefois bien les données sur Mayotte, sur l'ensemble des années.

b) Intégration des Tesa (emplois saisonniers agricoles)

Les salariés sous titre emploi simplifié agricole (dits « Tesa ») sont des salariés qui ont un contrat de très courte durée. Une partie des Tesa (« Tesa simplifiés ») étaient historiquement absents du champ couvert par les EAE, car non déclarés dans les DADS et dans la DSN avant 2024. Leur entrée dans la DSN en 2024 permet de les intégrer dans le champ lors de la diffusion des EAE 2024. Cela représente 46 000 travailleurs en 2024.

Ce type de contrat ayant été créé en 1999, les séries sont impactées à partir de cette date.

4. Niveaux finaux des Estimations annuelles d'emploi en 2024 et des évolutions entre 2023 et 2024

En tenant compte des extensions de champ et du rebasement, les écarts des évolutions d'emploi 2023-2024 entre les estimations définitives et provisoires sont peu modifiés, par rapport à celles obtenues à champ constant et sans rebasement, autant du point de vue de l'emploi total (*figure 8*), que de l'emploi salarié (*figure 9*) et non salarié (*figure 10*).

Figure 8 – Révision de l'évolution de l'emploi total en fin d'année (salarié et non salarié) en France en 2024, en tenant compte du rebasement et de l'extension de champ

secteur	Évolution de l'emploi total entre 2023 et 2024						Révisions	
	Données définitives y.c. rebasement et extensions de champ		Données définitives hors rebasement, sans extension de champ		Données provisoires (décembre 2025)			
	En milliers (a)	En % (b)	En milliers (c)	En % (d)	En milliers (e)	En % (f)	En milliers (a-e)	En % (b-f)
Agriculture (AZ)	-2,7	-0,4	-2,6	-0,4	-4,4	-0,7	1,7	0,3
Industrie (BE)	16,4	0,5	16,6	0,5	15,3	0,4	1,1	0,0
Construction (FZ)	-21,4	-1,1	-21,4	-1,1	-22,7	-1,1	1,3	0,1
Tertiaire marchand (GU)	86,2	0,6	88,8	0,6	50,7	0,3	35,5	0,2
Tertiaire non marchand (OQ)	76,3	0,8	74,7	0,8	69,7	0,8	6,6	0,1
Ensemble	154,7	0,5	156,1	0,5	108,6	0,4	46,1	0,2

Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés) pour les données provisoires, France y. c. Tesa pour les données définitives, personnes de 15 ans et plus
Source : Insee, Estimations d'emploi

Figure 9 – Révision de l'évolution de l'emploi salarié en fin d'année en France en 2024, en tenant compte du rebasement et de l'extension de champ

secteur	Évolution de l'emploi salarié entre 2023 et 2024						Révisions	
	Données définitives y.c. rebasement et extensions de champ		Données définitives hors rebasement, sans extension de champ		Données provisoires (décembre 2025)			
	En milliers (a)	En % (b)	En milliers (c)	En % (d)	En milliers (e)	En % (f)	En milliers (a-e)	En % (b-f)
Agriculture (AZ)	3,8	1,2	3,8	1,4	3,6	1,3	0,2	-0,2
Industrie (BE)	11,3	0,3	11,8	0,4	11,1	0,3	0,2	0,0
Construction (FZ)	-27,1	-1,7	-26,9	-1,7	-26,8	-1,7	-0,3	0,0
Tertiaire marchand (GU)	2,6	0,0	8,3	0,1	-25,8	-0,2	28,4	0,2
Tertiaire non marchand (OQ)	53,4	0,6	53,3	0,6	49,7	0,6	3,7	0,0
Ensemble	44,0	0,2	50,2	0,2	11,8	0,0	32,2	0,1

Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés) pour les données provisoires, France y. c. Tesa pour les données définitives, personnes de 15 ans et plus
Source : Insee, Estimations d'emploi

Figure 10 – Révision de l'évolution de l'emploi non salarié en fin d'année en France en 2024, en tenant compte du rebasement et de l'extension de champ

secteur	Évolution de l'emploi non salarié entre 2023 et 2024						Révisions	
	Données définitives y.c. rebasement et extensions de champ		Données définitives hors rebasement, sans extension de champ		Données provisoires (décembre 2025)			
	En milliers (a)	En % (b)	En milliers (c)	En % (d)	En milliers (e)	En % (f)	En milliers (a-e)	En % (b-f)
Agriculture (AZ)	-6,5	-1,9	-6,4	-1,9	-8,0	-2,4	1,5	0,5
Industrie (BE)	5,0	2,8	4,9	2,8	4,2	2,4	0,8	0,4
Construction (FZ)	5,7	1,4	5,5	1,4	4,1	1,0	1,6	0,3
Tertiaire marchand (GU)	83,6	4,4	80,5	4,4	76,5	4,2	7,1	0,2
Tertiaire non marchand (OQ)	22,8	3,5	21,4	3,5	20,1	3,3	2,7	0,2
Ensemble	110,6	3,2	105,8	3,2	96,8	2,9	13,8	0,3

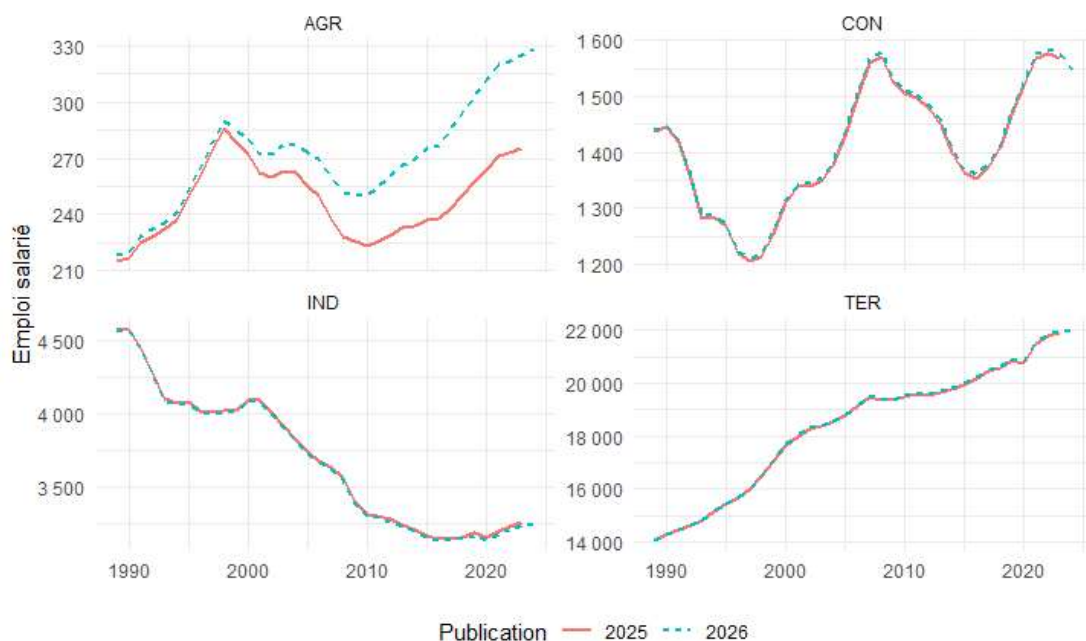
Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés) pour les données provisoires, France y. c. Tesa pour les données définitives, personnes de 15 ans et plus
Source : Insee, Estimations d'emploi

5. Séries longues

Au total, l'intégration des données définitives de la BTS et de la BNS, le rebasement, ainsi que les extensions du champ couvert par les EAE modifient non seulement la croissance de l'emploi entre 2023 et 2024 par rapport aux données provisoires et le niveau d'emploi en 2024, mais aussi toutes les séries longues. On peut ainsi comparer les séries d'Estimations d'emploi annuelles définitives diffusées en 2026, avec celles diffusées en 2025.

Les courbes de niveau d'emploi salarié (en milliers) sont modifiées comme suit :

Figure 11 : Comparaison des séries longues d'EAE définitives d'emploi salarié publiées en 2025 et 2026, par secteur d'activité, en tenant compte du rebasement et des extensions de champ



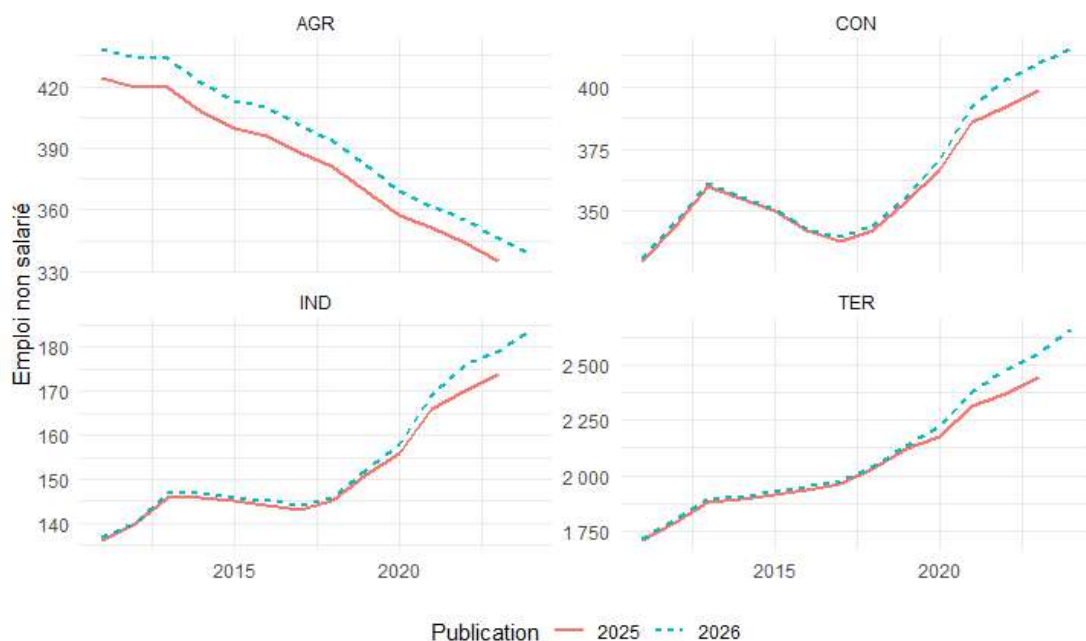
Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés), personnes de 15 ans et plus en emploi non salarié.

Source : Insee, Estimations d'emploi.

L'intégration des Tesa dans le champ a logiquement un fort effet sur la dynamique de l'emploi agricole. En revanche, le rebasement et l'intégration de Mayotte n'ont qu'un impact minime sur les autres secteurs d'activité à ce niveau d'agrégation. En effet, l'impact principal du rebasement porte sur les effectifs des secteurs OZ et PZ, tous deux dans le tertiaire et les effectifs d'emploi à Mayotte sont très faibles relativement à l'ensemble des autres départements.

Les courbes de niveau d'emploi non salarié (en milliers) sont modifiées comme suit :

Figure 12 : Comparaison des séries longues d'EAE définitives d'emploi non salarié publiées en 2025 et 2026, par secteur d'activité, en tenant compte du rebasement et des extensions de champ



Champ : France (hors Mayotte, hors Tesa simplifiés), personnes de 15 ans et plus en emploi non salarié.
Source : Insee, Estimations d'emploi.

Les niveaux d'emploi sont modifiés à la hausse en fin de période. Par contre, si l'écart sur l'emploi agricole est présent sur toute la période, car le rebasement vise à conserver les évolutions d'emploi, c'est uniquement la période récente qui est touchée dans les trois autres secteurs. Dans ces secteurs, l'amélioration de la prise en compte de la dynamique de l'emploi non salarié entre 2019 et 2022 explique le changement de tendance à partir de 2019, plus révélateur de la forte croissance récente de l'emploi non salarié.